Quelle recherche-action au service de quelle démocratie ?

Hugues Bazin, octobre 2026, à paraître dans la revue Approches coopératives

Table des matières

Au chevet du malade 2
Faire un pas de côté 2
Un autre récit possible 3
Un art de la déprise 3
Un espace de réflexivité 4
Un tiers-espace comme centralité populaire 4
Le vivant comme intelligence sociale… 5
… alternative économique et démocratique 6
Une science de la reliance et de la complexité 6
Sortir des injonctions paradoxales 7
Retrouver la voie de la radicalité 7



Qu'est-ce que le Tiers-État ? Tout. Qu'a-t-il fait jusqu'à présent ? Rien. Qu'aspire-t-il à devenir ? Quelque chose » (abbé Sieyès 1789)

Si la force d'une démocratie se mesure à l'autodétermination des peuples et à un gouvernement par le peuple, à la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire) et à la formation de contre-pouvoirs (liberté de manifester et de s'associer, indépendance de la presse…), en quoi la recherche-action peut-elle contribuer à former des contre-espaces ?

Au chevet du malade

Souvent réduite à sa seule fonction élective, dire de la démocratie qu'elle est malade ou en danger relève d'un doux euphémisme. L'horizon s'assombrit, et d'aucuns avanceront même que nous ne sommes déjà plus en démocratie, évoquant la post-démocratie ou un régime illibéral. La démocratie sociale héritée de la Résistance ne fait plus rempart. Sous l'égide de l'idéologie néolibérale, l'État qui oublie sa fonction redistributive se met au service du pouvoir financier et des intérêts privés.

La version libertarienne encore plus radicale d'un capitalisme débridé voudrait en finir avec l'État, remplaçant l'État de droit par la loi du plus fort. Cette apologie d'un darwinisme social, qui prône une sélection par la compétition et un culte de la performance, allie l'exploitation des ressources et les nouvelles technologies au service d'une minorité. Ce phénomène est déjà largement répandu dans le monde, aussi bien dans la sphère privée que publique. Mais, la forme libertarienne ne s'embarrasse même plus d'une justification démocratique, prônant après l'ère de l'État-nation l'instauration d'un régime féodal 2.0.

Cependant, aucun récit n'est écrit à l'avance. D'autres moments de retournement ou de renversement ont étayé l'histoire. Une mise en mouvement naît d'un point de bascule pour ensuite se propager. Du mouvement des droits civiques aux printemps arabes, du « mouvement des places » à ceux des « ronds-points », les exemples ne manquent pas où se forge l'expérience d'une génération politique. Au moment où sont écrites ces lignes, le mouvement social issu de la jeunesse lycéenne, en est une très belle démonstration. Il s'agit d'être attentif aux endroits de production de savoirs ouverts et alternatifs où se forment des minorités actives.

Faire un pas de côté

Les espaces sous nos pieds ne cessent d'exister comme invitation à faire un pas de côté sur notre chemin trop bien balisé. L'ouverture, telle que nous avons pu le vivre, d'espaces en bas d'immeubles, de marchés de récupérateurs vendeurs de rue, de ZAD, de friches industrielles ou agricoles, constitue autant de chevauchements d'espaces infra-ordinaires, ordinaires et extra-ordinaires pour reprendre la typologie de Georges Perec.

Il en existe bien d'autres qui nous incitent à un déplacement social, mental et physique comme autant de lieux d'accueil, de croisement d'expériences, de bifurcation de parcours de vie, de formation réciproque, d'autorisation à expérimenter et à faire de ces acquis un savoir partagé et diffusable. Encore faut-il vouloir les dénicher en dehors des lieux classiques institués, dans la lenteur de la marche comme autant de potentiels foyers contre-culturels qui mettent la société en recherche sur elle-même et provoquent cette mise en mouvement.

L'enrichissement mutuel et le renforcement des solidarités sont intrinsèquement liés. Produire un savoir n'est pas l'apanage d'un secteur professionnel qui en détiendrait le monopole. Dans ces espaces d'auto-formation réciproque, savoirs existentiels, professionnels, empiriques, institutionnels se croisent, permettant à chacun de s'approprier les outils du savoir. Au lieu de miser sur une rivalité des parcours individuels « d'excellence », optons délibérément pour un travail coopératif et une validation collective des acquis d'expérience. Ce décentrement pourrait contribuer à l'instauration de nouvelles centralités, des espaces-temps libérés du travail assujetti, réfractaires aux dominations.

Un autre récit possible

La recherche-action telle que nous la concevons en laboratoire social [1]est de travailler spécifiquement sur ces espaces-temps de bifurcation et de construire un contre-récit. Elle ne peut prétendre être une recherche située au plus près des préoccupations des personnes concernées selon un principe émancipateur et transformateur sans créer des espaces autonomes de réflexion et d'action.

Ce n'est pas simplement une méthodologie d'intervention. C'est une science « indisciplinée » qui transcende les logiques verticales de pouvoir sectoriel et les modes de validation institutionnelle. Elle pose comme condition essentielle la relation entre la justice sociale et celle de la connaissance, entre les droits sociaux et les droits au savoir, entre la démocratie sociale et politique. Cette problématique est formulée par une épistémologie du Sud, que le Nord ethnocentré et hégémonique a occultée.

Les formes insurrectionnelles ne sont pas que intellectuelles, elles sont toujours incarnées. C'est une expérience qui ne dissocie pas le sensible de l'intelligible. Si dans les plis intérieurs du corps se logent les conditions sociales de production de la personne, alors le corps dominé, lorsqu'il se déplie, devient éminemment politique. Cette autodéfense populaire s'inscrit dans les foyers d'une intelligence sociale et spatiale.

Nous proposons ici de mettre en lumière quelques conditions favorables à ces processus de déploiement d'un espace à la fois physique et réflexif.

Un art de la déprise

Cela implique une déprise par rapport au système socio-économique qui nous impose la vitesse au titre de la performance. De l'ubérisation du travail aux usines à réponse aux appels à projets, les principes court-termistes et productivistes ne cachent pas un management brutal sous le couvert technicien de l'efficacité (mesures d'impact), de la compétitivité et de la rentabilité.

Ce raccourcissement du temps réduit d'autant plus la possibilité de créer des espaces, c'est-à-dire la capacité de se poser et de développer une réflexivité par rapport à son expérience et sa pratique. Comprenons que ce n'est pas un hasard : ne pas avoir le temps,

[1] Le principe du LISRA (Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action) est d'ouvrir de nouveaux espaces autonomes d'échanges et d'argumentation en vérifiant les conditions réelles d'une transformation sociale dans un aller-retour réflexif. https://recherche-action.fr/labo-social/

c'est ne pas avoir une prise sur nos propres conditions de vie et affaiblir notre capacité de résister. Sortir de l'emprise de l'exploitation à 360 degrés de nos vies en choisissant la non-participation, le retrait, l'absence, devient le premier acte de survie existentielle et intellectuelle. Souvent vu en négatif, ce repli est en vérité une avancée qui mériterait d'être abordée par une sociologie de la déprise comme la condition nécessaire d'une réappropriation.

La première étape est donc de pouvoir créer un espace et ainsi trouver le temps et réciproquement dégager du temps pour en ouvrir un. C'est une négociation à instaurer, quels que soient son statut et son mode d'implication socioprofessionnelle (salariée, militante…) : dégager de l'espace-temps et le déclarer non utile, non productif, sans projet ; c'est-à-dire, indispensable.

Un espace de réflexivité

À l'ère de la post-vérité et du langage orwellien, les mots ont été vidés de leur substance active, coupés du lien avec le réel dans un discours autoréférentiel, désarticulés entre le signifiant (la forme) et le signifié (le sens). C'est le principe même de la construction du savoir qui est ici attaqué, notamment du savoir scientifique. La création d'espaces-temps réflexifs autonomes devient alors indispensable pour penser et agir par soi-même.

La recherche-action ne s'enferme pas dans les lieux d'une notabilité intellectuelle. Elle vise plutôt à l'appropriation par tous des outils d'une analyse critique favorisant une production autonome de savoir. Elle promeut ainsi une démocratie culturelle développant les potentialités créatives de chacun.

Cette créativité s'exprime notamment par la possibilité de se réapproprier un vocabulaire détourné par un capitalisme cognitif et une économie de l'attention, de construire une grammaire culturelle s'ouvrant sur une société désirable qui ne se construit pas sur les oppositions identitaires, mais à travers une identité-relation et des passeurs de frontières.

Redéfinir et articuler autrement les mots crée des liens inédits entre les pensées. C'est la définition même de l'intelligence qui revêt un caractère social quand elle s'accompagne aussi de liens inédits entre les personnes.

La deuxième étape est donc de provoquer un aller-retour entre cet espace-temps et nos modes d'implication sociaux et professionnels. Se construit ainsi une réflexivité. C'est-à-dire un travail d'auto-analyse de notre cadre d'expérience et la prise de conscience que ce savoir contribue à changer nos conditions d'existence, changement dont l'analyse en retour produit de nouveaux savoirs. C'est cette qualité réflexive (processus d'aller-retour en spirale) qui confère à la recherche-action son statut de production de savoir et de stratégie d'action.

Un tiers-espace comme centralité populaire

Ainsi la recherche-action n'est pas séparable d'une forme de socio-analyse et d'analyse institutionnelle, démarches critiques qui consistent à analyser ses propres biais dans sa position sociale et les logiques de pouvoir systémique. Il s'agit ainsi d'interroger les conditions d'exercice de production de savoir.

La spécificité des contre-pouvoirs est de dévoiler la réalité des pouvoirs qui s'insinuent. Les blocages ou les conflits qui s'opposent à ce type d'espaces sont porteurs de sens : il est essentiel d'arriver à les nommer, les caractériser, et les retourner en levier de changement.

On peut concevoir alors le laboratoire social comme une stratégie qui négocie des espaces-temps réflexifs et légitime la posture d'acteur.trice-chercheur.e. Cette posture interroge la position d'Agent (mission dans un champ d'activité) pour ouvrir plus d'amplitude à celle d'Acteur (maîtrise d'un changement) et d'Auteur (création de nouveaux référentiels).

La troisième étape est donc de faire reconnaître ce cadre d'expérience autonome comme un laboratoire social susceptible de créer ses propres critères de validation et d'expertise non assujettis aux normes extérieures d'un lieu, d'une institution ou d'un contexte socio-économique.

Enfin, la dernière étape est de partager et propager cette expérience d'espaces-temps de réflexivité comme un invariant des stratégies d'émancipation et de transformation sociale. Nommons les « tiers-espaces » comme lieux construits en situation d'accueil inconditionnel d'une diversité et d'une interdépendance, d'auto-formation réciproque, de droit à l'expérimentation, de croisement et de diffusion de savoirs.

Comprenons alors que les tiers-espaces proposent une autre cohérence existentielle et intellectuelle non à partir d'un lieu, mais d'un milieu, non grâce à une intervention (imposition de normes extérieures), mais à une intermédiation (jeux situationnels d'interaction et d'interrelations), où chaque personne, indépendamment de son appartenance socioprofessionnelle, peut prendre une liberté de mouvement justement parce que la posture « d'acteur(trice)-chercheur(e) » n'est ni une profession ni un statut.

Comme une série d'îlots n'apparaissent plus isolés quand on les considère en archipel, la mise en lien des tiers-espaces peut constituer des centralités populaires, à l'instar de ce que furent les Maisons du peuple avec le mouvement ouvrier. Elles étaient des lieux de formation et de protection sociale où se recomposent une pensée et une énergie. S'instaure alors une autre construction du territoire à la fois socio-politique, discursive et littéraire qui refuse les cartographies falsifiées du récit officiel.

Le vivant comme intelligence sociale…

Dessiner cet autre rapport au territoire revient à faire un lien entre tiers espace et tiers paysage[2].

Tous les deux sont des espaces délaissés par la logique productiviste et se réalisent dans un abandon volontaire, sans affectation ni contrôle. En marge des territoires exploités et dominés, il résiste à la logique extractiviste des matériaux comme des savoirs. Ils placent des zones interstitielles en tant que territoires libérés, refuge d'une diversité. Ici, la richesse se mesure en termes de brassage et la robustesse se fortifie dans un jeu d'interrelations et un autre rapport au temps. Tous les deux sont des systèmes autogérés, prônant la non-intervention et la non-programmation.

[2] Voir le manifeste de Gilles Clément sur les tiers paysages

Relier l'humain au monde du vivant est une manière de déjouer le piège en décentrant les luttes sociales de la seule sphère économique vers une écologie politique. Car « pour pouvoir accomplir quelque chose contre le capitalisme, il est indispensable, avant tout, de quitter sa sphère d'efficacité, puisqu'à l'intérieur de celle-ci il est capable d'absorber toute action contraire »[3].

… alternative économique et démocratique

C'est ici que peut naître une forme économique alternative telle qu'une économie de la contribution. La dernière période Covid a mis à nu une perte de sens dans notre rapport au travail, mais a fait naître dans le même temps de nouvelles solidarités.

Ainsi, le mouvement de la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) à travers ses caisses régionales est un bel exemple de l'organisation d'une gestion démocratique autonome régionale[4].

La traduction politique, dont la redécouverte du communalisme est une forme, décrit comment faire commun (organisation) autour des communs (besoins fondamentaux) où l'humain n'est plus considéré comme « ressources », mais comme élément d'un écosystème du vivant. Finalement, c'est comment faire démocratie à partir d'un mode de gestion collective établi sur les droits humains dans une analyse critique des formes de gouvernance territoriale.

En d'autres termes, c'est une politique de l'interdépendance qui fonde un autre rapport au travail et à un accès aux communs qui ne détruit pas le monde du vivant.

Une science de la reliance et de la complexité

Nous comprenons que la réinvention de la démocratie ne passe pas par la simple critique du productivisme, du progrès linéaire et de la croissance. Le capitalisme n'est pas seulement un système économique, mais un système global façonnant notre existence. Il nous faut alors opposer une autre globalité reliant le corps et la pensée, l'analyse et l'action, l'individualité et la collectivité.

C'est ici que rentre en jeu la recherche-action dans sa capacité à favoriser ses articulations (science de la reliance) et à considérer un « tout-monde » (science de la complexité[5]) propre aux situations humaines. C'est dans ses articulations que s'exprime une intelligence sociale et se conçoivent des réponses aux problématiques de société.

L'entre-deux des tiers-espaces réflexifs permet de penser le « tiers » comme dépassement de la logique binaire (profane/savant, amateur/professionnel). Elle favorise au contraire,

---

[3] Erich Unger, « Politik und Metaphysik, (hrsg. Von Mangred Voigt) », *Würzburg, Könnigshausen & Neumann*, 1989 [1921], cité par Michael Löwy, « Le capitalisme comme religion : Walter Benjamin et Max Weber », revue Raisons politiques, 2006/3

[4] Voir notion de « biographie-région » comme réappropriation des conditions d'une autonomie culturelle et économique

[5] Les sciences de la reliance et de la complexité sont abordées notamment par les travaux d'Edgar Morin et des réseaux d'universités populaires.

comme nous l'avons décrit, un processus par étape d'émancipation et de transformation sociale.

Sortir des injonctions paradoxales

La recherche-action désacralise les méthodologies de recherche, évitant la fétichisation de l'outil comme une fin en soi, symbole du pouvoir technicien de l'intervenant expert. Elle refuse l'opposition entre réflexivité du quotidien et académique. Il n'existe dans ce sens qu'une seule réflexivité, celle qui crée les conditions de son autonomie.

Le travail réflexif interroge à ce titre les conditions d'exercice de la production de savoir. Il le fait notamment quand les sciences sociales sont convoquées pour combler un déficit démocratique à travers des recherches dites « participatives » qui utilisent comme caution l'énoncé « recherche-action » alors que ces dispositifs sont devenus un marché comme un autre.

Cette injonction à la participation est d'autant plus paradoxale que les pouvoirs commanditaires n'ont de cesse d'affaiblir les corps intermédiaires (associations, syndicats, coopératives). Ils leur dénient de surcroît toute expression politique et la possibilité de se constituer en contre-pouvoirs pourtant indispensables à une démocratie.

Retrouver la voie de la radicalité

La recherche-action n'est ni une pratique, ni un savoir théorique, mais une mise en pratique des savoirs issus des espaces réflexifs comme lieu des activités humaines créatrices et transformatrices. Cette praxis crée les conditions d'une autonomie en élaborant ses propres normes de validité en dehors de l'ordre institué et sa validation dominante socio-économique.

Une recherche-action, qui plonge au cœur des situations humaines, refonde ainsi les conditions démocratiques. Cette opération du « dedans » vers le « dehors » ouvre les conditions d'une démocratie directe. Elle préfère la mise en mouvement réflexive (aller-retour) au système de représentation élective. Elle privilégie les espaces d'intermédiation et de croisement des savoirs à la médiation institutionnelle et l'expertise technicienne. Elle opte pour une politique de l'interdépendance autour des communs, non pour l'assujettissement économique d'instances séparées de la société.

Nous rejoignions ici une « science sociale radicale du vivant ».